

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2013

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Nouveau décrochage du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires se dégrade au troisième trimestre 2013, pour s'établir à 81,3 points. Le recul de l'ICA est plus prononcé qu'au trimestre précédent (-3,9 points). Il se situe très en deçà de sa moyenne de longue période, atteignant l'un de ses plus bas niveaux historiques.

Les résultats de l'enquête de conjoncture font état d'un nouveau ralentissement de l'activité. Cette évolution pèse sur les effectifs qui accentuent leur recul.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

L'orientation de la plupart des indicateurs confirme la dégradation de la conjoncture. La morosité de l'activité économique atteint le marché du travail avec une hausse marquée du nombre de demandeurs d'emploi ce trimestre. L'investissement est pénalisé par le manque de visibilité des entreprises. La consommation des ménages est mal orientée malgré la baisse des prix à la consommation.

Les évolutions des indicateurs sectoriels corroborent cette tendance générale, faisant état d'une activité en repli dans la plupart des secteurs économiques. Dans un contexte de montée en charge des usines, le secteur des mines ressort pénalisé par le faible cours moyen du nickel et l'accroissement des stocks mondiaux. Le BTP subit la baisse d'activité dans la construction de logements. En revanche, le secteur primaire, malgré des résultats contrastés, demeure bien orienté.

LA CROISSANCE DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE RALENTIT, MALGRÉ LE REBOND DE L'ÉCONOMIE CHINOISE

L'économie chinoise rebondit au troisième trimestre. La croissance du PIB en rythme annuel s'établit ainsi à 7,8 %, contre 7,5 % au deuxième trimestre et 7,7 % au premier. Cette accélération, en liaison avec la mise en œuvre d'un programme de relance limité, a été portée principalement par l'augmentation des investissements et, dans une moindre mesure, par la consommation.

La croissance du PIB japonais décélère au troisième trimestre (+0,5 %, après +0,9 % au trimestre précédent), sous l'effet du creusement du déficit commercial et de l'affaiblissement de la consommation. Lors de sa dernière réunion de politique monétaire, le 21 novembre 2013, la Banque du Japon a décidé de laisser inchangée sa politique monétaire ultra-accommodante, en réaffirmant que l'activité économique du pays se reprenait à un rythme modéré.

En Australie, l'indice des prix à la consommation progresse de 2,2 % sur un an à fin septembre 2013 (après +2,4 % à fin juin), porté principalement par la hausse des prix des carburants. Lors de sa réunion du 5 novembre, la banque centrale australienne (RBA) a décidé de laisser inchangé son taux directeur à 2,5 %, en raison de la modération de la croissance et d'une inflation encore élevée par rapport à une moyenne historique.

Après une période de modération, la hausse des prix accélère en Nouvelle-Zélande au troisième trimestre, pour atteindre +1,4 %, fin septembre. Cette évolution a été stimulée principalement par l'augmentation des prix des loyers. La banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé, le 31 octobre, de maintenir son taux directeur inchangé à 2,5 %.

Baisse des prix à la consommation

Au troisième trimestre, l'indice des prix à la consommation se contracte de 0,8 %, après une hausse de 0,7 % au trimestre précédent. Tous les postes contribuent à cette tendance baissière.

En particulier, les prix des produits alimentaires reculent de 1,7 % suivi des produits énergétiques et des biens manufacturés (-1,4 % et -0,6 % respectivement).

En glissement sur un an, l'indice des prix décélère fortement (+0,6 %, après +1,7 % au deuxième trimestre). Les services (+1,7 %) demeurent le principal contributeur à l'augmentation des prix, alors que la hausse des prix de l'alimentation est contenue (+0,8 %).



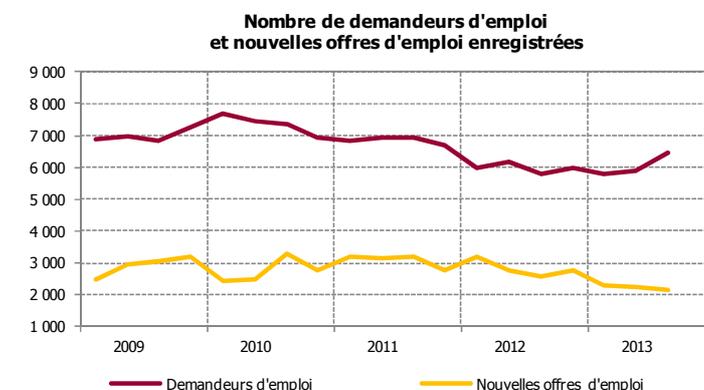
Source : ISEE

L'Observatoire des prix, qui constituait l'une des mesures du protocole de fin de conflit sur la vie chère, a été mis en ligne le 15 juillet afin de permettre la comparaison entre les prix des produits en fonction des enseignes commerciales.

Le marché de l'emploi se détériore

Le marché du travail ressort particulièrement impacté par la morosité de l'activité économique au troisième trimestre. Le nombre de demandeurs d'emploi (CVS) progresse de 9 % sur le trimestre, tandis que le nombre d'offres d'emploi déposées diminue de 5,5 % (CVS).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi augmente fortement (+10,8 %), alors que les nouvelles offres d'emploi chutent de 17,5 %. Cette détérioration concerne particulièrement la Province Sud, avec une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi (+15 %) et un recul des offres d'emploi (-16 %).



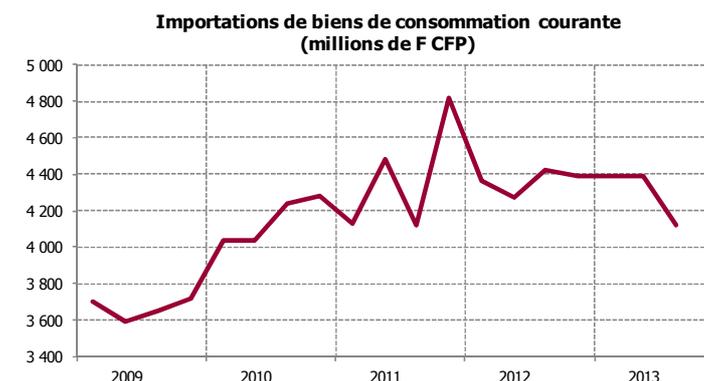
Sources : IDCNC, désaisonnalisée par l'IEOM

Affaiblissement de la consommation des ménages

Malgré la baisse des prix, la consommation des ménages est déprimée au troisième trimestre. Cette tendance est corroborée par les professionnels du secteur du commerce, qui confirment une dégradation de l'activité.

La plupart des indicateurs sont défavorablement orientés. Les importations de biens de consommation courante (CVS) diminuent de 6,2 % sur le trimestre, ainsi que celles des biens d'équipement du foyer (-11,3 %). De même, les immatriculations de voitures particulières se contractent à nouveau ce trimestre (-10,1 %).

En revanche, les importations de produits alimentaires boissons et tabac se maintiennent (+1,5 %) et celles des articles d'habillement et chaussures progressent de 9,3 %.



Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Confirmant les signes d'affaiblissement de la consommation, l'encours des crédits à la consommation augmente modérément au troisième trimestre (+0,8 %), porté essentiellement par la hausse des comptes ordinaires débiteurs, les crédits de trésorerie évoluant légèrement (+0,4 %).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont toutefois mieux orientés que lors du trimestre précédent, avec une stagnation du nombre de personnes interdites bancaires (-0,1 %) et un recul des incidents de paiement par chèque (-9,4 %).

L'investissement reste mitigé

Le manque de visibilité économique continue de peser sur l'investissement. Alors que les importations de biens d'équipement professionnel se redressent (+10,9 %, CVS), les immatriculations de voitures utilitaires diminuent nettement (-19,2 %).

Selon l'enquête de conjoncture, les intentions d'investir à un an restent dégradées dans la majorité des secteurs, à l'exception des secteurs du nickel et de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage.

L'encours des crédits à l'investissement progresse légèrement au troisième trimestre (+0,8 %), mais se replie sur un an (-0,5 %).

L'investissement immobilier des ménages a fortement ralenti, l'encours bancaire des crédits à l'habitat stagnant ce trimestre. Sur un an, l'évolution de l'encours a nettement fléchi (+1,1 % contre +7,8 % à fin septembre 2012).

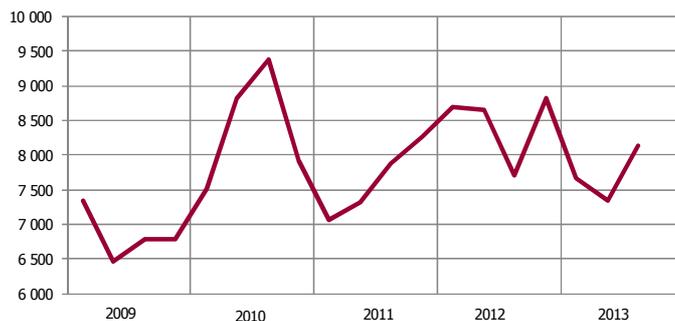
Dégradation du solde commercial

Les importations progressent de 4,6 % au troisième trimestre. Cette hausse est liée notamment à l'augmentation des importations de produits minéraux, principalement des hydrocarbures (+6,3 % contre -11 % au deuxième trimestre).

En parallèle, les exportations se replient pour le troisième trimestre consécutif (-4,4 %), en lien avec la contraction des exportations de minerais et de ferronickels.

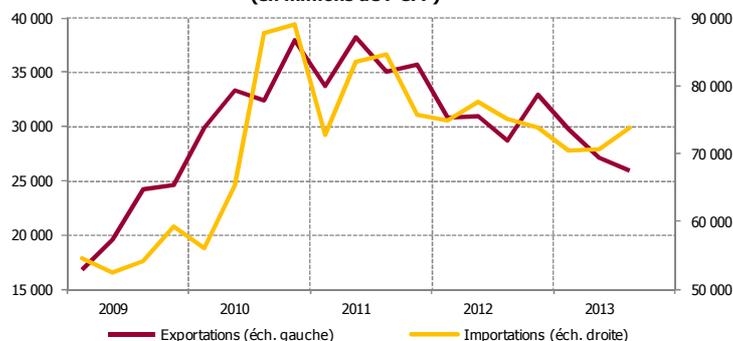
Au final, le déficit du solde commercial subit un effet ciseau : il se creuse de 4,4 milliards, atteignant -47,9 milliards de F CFP au troisième trimestre.

Importations de biens d'équipement (millions de F CFP)



Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Echanges commerciaux (en millions de F CFP)



Sources : Service des Douanes, ISEE

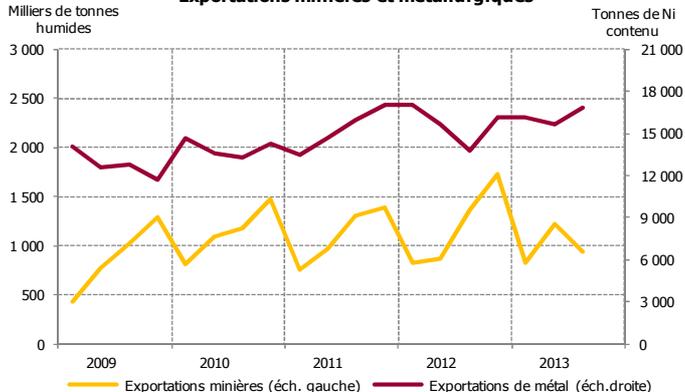
LE RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ SE POURSUIT

Alors que l'activité ralentit dans la plupart des secteurs, les professionnels du secteur de **l'agriculture, de la pêche et de l'élevage** jugent leur activité favorablement. Les résultats dans les différentes filières sont toutefois contrastés. L'élevage est soutenu essentiellement par le dynamisme de la filière bovine, avec une hausse des abattages (+5,8 %). L'aquaculture et la pêche sont à nouveau en recul, avec une baisse des exportations de crevettes et de poissons sur le trimestre.

L'activité du secteur **des mines et de la métallurgie** est mal orientée selon les chefs d'entreprise. Toutefois la production métallurgique se redresse au troisième trimestre (+25,8 %, après -14 % au deuxième trimestre), portée en particulier, par la production de l'usine du Sud (NHC et NiO). De même, bénéficiant de conditions climatiques favorables, l'extraction minière s'accélère de +19,8 % sur le trimestre (après +1,7 %, le trimestre précédent).

Les exportations de métal s'affichent en hausse de 7,3 % en volume et de 1,9 % en valeur. En revanche, les exportations de minerais bruts, en forte progression au trimestre dernier, fléchissent de -22,8 % en volume et de -28,6 % en valeur.

Exportations minières et métallurgiques



Source : DIMENC

Le niveau élevé des stocks mondiaux de nickel pèse sur les cours. Le stock enregistré au LME (London Metal Exchange) a progressé de 16,5 % au troisième trimestre (+80 % sur un an). Le cours moyen du nickel au LME se replie ainsi de -7,0 % par rapport au trimestre précédent (-14,7 % sur un an), à 6,3 USD/lb. La baisse du dollar US par rapport au franc CFP (-3,8 % sur le trimestre) ne permet pas d'amortir cette dégradation des cours. Cette morosité actuelle du marché pourrait se poursuivre jusqu'en 2016, en raison de l'excédent de l'offre par rapport à la demande, selon les professionnels présents au cinquième colloque international du nickel.

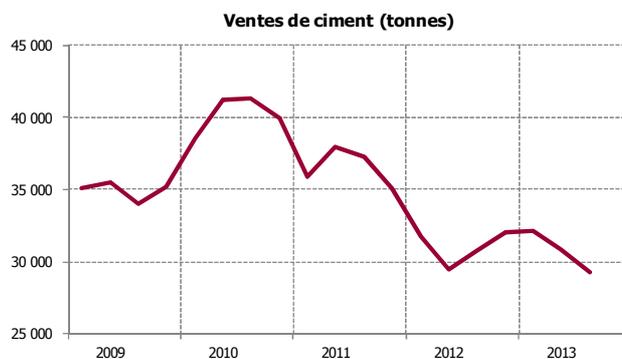
Les entrepreneurs du **bâtiment et des travaux publics** confirment une contraction de l'activité, qui devrait se poursuivre au trimestre prochain. Cette orientation est notamment liée aux difficultés du secteur du bâtiment, le nombre de logements autorisés ayant fortement chuté depuis le début de l'année tout comme les demandes de permis de construire.

Dans ce contexte, les ventes de ciment qui s'étaient légèrement redressées en début d'année, grâce au projet du Médipôle, s'inscrivent en baisse de 5 % ce trimestre. L'index BT21 qui se stabilise sur le trimestre à 101,5, ne progresse plus que de 2 % sur un an.

Selon l'enquête de conjoncture, le secteur de l'**hôtellerie et du tourisme** continue de se dégrader, avec une nouvelle diminution de l'activité et des prévisions d'investissement défavorables.

Sur les huit premiers mois de l'année, la fréquentation est en repli de 4,4 % par rapport à 2012. En juillet-août, le nombre de touristes diminue de 3,4 % sur un an, alors que le taux moyen d'occupation hôtelière est relativement stable (+0,6 point).

Les professionnels du secteur entrevoient une stabilisation de leur activité au quatrième trimestre.



Sources: ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM



Sources: ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

ÉCONOMIE MONDIALE : REPRISSE LENTE ET DIVERGENCE DES DYNAMIQUES DE CROISSANCE

La croissance mondiale reste faible (+2,5 % au premier semestre 2013, selon les estimations du FMI d'octobre 2013), alors que l'économie mondiale est entrée dans une nouvelle période de transition. Elle se caractérise par une divergence des dynamiques de croissance qui accélère dans les pays avancés et ralentit dans les pays émergents. Les perspectives, s'améliorent globalement à court terme. L'activité devrait ainsi accélérer légèrement, portée par les pays avancés, principalement les Etats-Unis. Pour l'ensemble de l'année 2013, le FMI prévoit une croissance de la production mondiale de 2,9 % (après +3,2 % en 2012).

Le produit intérieur brut (PIB) américain a progressé à un rythme plus élevé que prévu au troisième trimestre, à +2,8 % en rythme annualisé (après +2,5 % au deuxième trimestre). L'accélération de la croissance s'explique principalement par l'évolution des stocks des entreprises qui contribuent pour 0,8 point à la progression du PIB américain. En revanche, le manque de dynamisme de la consommation et de l'investissement, véritables moteurs de la croissance, et l'impact de la fermeture des services administratifs en octobre (« shutdown »), conduisent les analystes à anticiper un ralentissement de l'économie au quatrième trimestre. En septembre, la hausse des prix à la consommation décélère à +1,2 % en glissement annuel.

La croissance de la zone euro ralentit au troisième trimestre (+0,1 % après +0,3 % au trimestre précédent). Ce ralentissement est à l'œuvre dans plusieurs pays de la zone, notamment en Allemagne (+0,3 % après +0,7 % au deuxième trimestre 2013), où les exportations perdent de leur dynamisme. Parallèlement, la situation du marché du travail de la zone euro continue de se dégrader. Le taux de chômage s'inscrit en légère hausse par rapport au trimestre précédent, établissant un nouveau record à 12,2 %. Le Conseil des gouverneurs de la BCE lors de sa réunion du 7 novembre a décidé de baisser son principal taux directeur à 0,25 % contre 0,50 % auparavant. Cette décision est notamment motivée par le fait que l'inflation de la zone euro est tombée à 0,7 % en octobre, soit un niveau nettement inférieur à l'objectif de la BCE (qui est de maintenir l'inflation à des taux "inférieurs à, mais proches de 2 %"), tandis que l'évolution du crédit demeure atone.

Le PIB de la France recule légèrement au 3e trimestre (-0,1 %) après un rebond au trimestre précédent (+0,5 %). La demande intérieure finale ralentit sous l'effet d'une nouvelle baisse de la FBCF (-0,6 %) et de la décélération de la consommation des ménages (+0,2 % après +0,4 %). Les exportations chutent (-1,5 % après +1,9 %), tandis que les importations continuent de progresser (+1,0 %), mais à un rythme plus faible qu'au trimestre précédent (+1,6 %). A fin septembre 2013, l'indice des prix à la consommation s'inscrit en hausse de 0,9 % sur un an.

Dans les pays émergents et en développement, les exportations, tirées par l'accélération de la croissance dans les pays avancés et une consommation dynamique, devraient soutenir l'activité. Cependant, la croissance est révisée à la baisse dans de nombreux pays ; les conditions de financement extérieur se sont durcies et il semble de plus en plus que des contraintes affectent l'offre.

Sources : FMI, BCE, INSEE, FED, Eurostat

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : C. APANON – Editeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : 6 décembre 2013 – Dépôt légal : décembre 2013 – ISSN 1968-6277